

Réduction des Dépenses Sociales:

Pourquoi nous n'avons pas signé le relevé de conclusions

Depuis des mois, la Banque fait passer toutes ses décisions en force : restrictions du droit de grève, GPEC imposée... Elle organise un simulacre de négociations, ou plutôt de concertations, pour mieux décider, seule. Cette fois-ci n'a pas échappé à la règle. Alors même que le délai de réflexion courait pour la signature du relevé de conclusions par les Organisations Syndicales, la Banque a annoncé brusquement sa dénonciation du quasi-statut des OSD et a imposé ce point à l'ordre du jour du CCE, sans aucune concertation. On peut toujours faire semblant de croire que ces questions n'ont rien à voir avec le contenu du relevé de conclusions. Mais évidemment, il n'en est rien.

Car la question de l'emploi des OSD et de leur statut est bien entendu au cœur des négociations sur le social. S'il doit y avoir, comme la Banque l'exige, réduction des moyens accordés au social, il y aura des conséquences sur les emplois OSD. La Banque nous annonce qu'elle va diminuer la subvention qu'elle verse pour le salaire des OSD de 30%. Sans autre précision. Puis, elle dénonce le quasi-statut des OSD, brutalement, sans prévenir les partenaires sociaux et sans même évoquer les conséquences sociales et financières de cette dénonciation. Enfin, elle nous demande de signer un relevé qui ne contient quasiment que des concessions faites par les Organisations syndicales, pour quitus des réunions passées, comme si de rien n'était...Trop fort !

Nous pouvons accepter des évolutions de nos activités sociales et accepter aussi de dégager des économies nouvelles, mais seulement si cela reste équilibré et justifié au regard de l'intérêt du Personnel, mais pas à son détriment. Nous pouvons bien sûr faire des concessions, mais nous ne pouvons pas nous engager en étant dans une totale incertitude quant aux intentions exactes de la Banque sur des questions aussi lourdes que celle de l'avenir des OSD.

Plus généralement, cette attitude de provocations permanentes de la part de la Banque sur bon nombre de dossiers nous incite à une certaine méfiance.

Car la question sociale est un tout ; qu'il s'agisse d'attaques frontales de notre statut ou bien de restriction des budgets sociaux, qu'il s'agisse de la loi Arthuis ou de la limitation de notre droit de grève, c'est toujours de l'amoindrissement des moyens de défense du Personnel qu'il s'agit.

Il faut que cela cesse. C'est pourquoi nous ne signons pas. La manière forte de la Banque ne peut que blesser ses partenaires sociaux, et plus important, son Personnel.

Parce que nous voulons croire malgré tout à l'instauration d'un vrai dialogue social fondé sur l'écoute et le respect mutuels, nous continuerons de nous asseoir à la table des négociations.

La balle est maintenant dans le camp de nos dirigeants.